

vendredi 18 novembre 2011

## Inégaux devant la crise... et la reprise

Tant aux États-Unis qu'en Europe, ou encore entre les citoyens d'un même pays, les coûts d'une crise (et les bénéfices qui finissent par suivre) sont injustement partagés, fait remarquer un expert

Éric Desrosiers 18 novembre 2011 [Actualités économiques](#)



Photo : Agence France-Presse Stan Honda

Manifestation, hier, aux abords de la Bourse de New York. Aux États-Unis, entre 2000 et 2008, la plus grande partie de la croissance produite est allée au 1 % des plus riches, qui ont vu leurs revenus augmenter de 60 %. Les 99 % restants ont dû se contenter d'un enrichissement de 6 %.

Les dommages infligés par la crise, comme les bénéfices de la croissance qui l'avait précédée, étaient loin d'avoir été répartis également. Aujourd'hui, c'est le partage du fardeau de l'austérité, mais aussi de ses éventuels bénéfices économiques, qui cause l'impasse politique dans laquelle sont empêtrés les États-Unis et l'Europe, estime un expert américain.

«Le problème est que cette polarisation politique risque de mener à une paralysie presque complète. L'Histoire a montré que, plus on met de temps à trouver et mettre en place des solutions, plus on prolonge et on aggrave la crise», a expliqué mercredi le

spécialiste des relations monétaires et financières internationales de l'Université de Harvard, Jeffrey Frieden, lors d'une table ronde organisée conjointement par la Chaire d'études politiques et économiques américaines et le Centre d'excellence sur l'Union européenne de l'Université de Montréal.

Cette question de partage, dit-il, se pose aussi bien entre les pays créanciers, comme la Chine, et les pays débiteurs, comme les États-Unis, qu'entre les pays du nord et du sud de l'Europe. Il se pose aussi à l'intérieur même de chaque pays, entre secteur public et secteur privé, entre les banques, les entreprises et les citoyens, ou encore entre les citoyens eux-mêmes, riches ou pauvres, travailleurs qualifiés ou non qualifiés.

### **Sa juste part**

Elle arrive dans un contexte où une grande partie de la population a déjà le sentiment d'avoir été le dindon de la farce au cours des dernières années, à commencer par les retombées économiques de la dernière période de croissance. Aux États-Unis, les deux tiers de la croissance produite de la fin de la crise du début des années 2000 à celle de 2008 sont allés au 1 % des plus riches, qui ont vu leurs revenus augmenter de 60 %, alors que les 99 % restants ont dû se contenter d'une hausse moyenne de revenu de 6 %, rappelle l'auteur de plusieurs ouvrages de référence.

L'impact de la Grande Récession est loin également d'avoir été le même pour tous, poursuit-il. Le taux de chômage du tiers de la population américaine la plus pauvre s'élevait à 18 % en 2010 et atteignait 35 % si l'on y ajoutait les travailleurs forcés de se contenter d'un emploi à temps partiel et ceux, découragés, qui avaient abandonné l'espoir de trouver un emploi. Ces proportions n'étaient que de 4 % et 8 % dans le tiers de la population la plus riche.

«Il n'est pas étonnant, dans un tel contexte, qu'une partie de la population réclame que le gouvernement en fasse plus pour relancer l'économie et qu'une autre pense exactement le contraire et ne comprenne pas pourquoi il faudrait que le gouvernement s'endette encore plus, note Jeffrey Frieden. La bataille politique finira par faire pencher la balance d'un côté ou l'autre. Il n'est pas seulement question de déterminer qui assumera la plus grande part des sacrifices. Il s'agit aussi de voir comment on en partagera ensuite les retombées positives.»

L'expert ne se risque pas à essayer de prédire le résultat de ces luttes politiques. Aux États-Unis, l'opinion publique s'est longtemps plu dans le camp républicain avant d'élire Barack Obama en 2008, puis de revenir à droite aux élections de mi-mandat en 2010. Si les plus riches pourraient être tentés de voter à droite et les plus pauvres à gauche, la classe moyenne apparaît divisée, les uns pouvant se reconnaître dans le mouvement des

indignés de Wall Street, mais d'autres, comme les retraités, pouvant craindre l'endettement de l'État et la menace d'inflation.

«Tout cela est très incertain, a répété l'expert au Devoir après sa conférence. Ce que l'on sait, c'est qu'une crise de l'endettement comme celle-là met beaucoup de temps à se résorber et que l'on ne peut pas espérer de véritable reprise avant cinq ou dix ans.»